

Introduction historique

par

Emile BIOLLAY

En 1810, les Valaisans cessent de célébrer en Napoléon « l'Auguste Restaurateur » de leur république, pour saluer en lui leur empereur, l'empereur des Français, qui crée, en annexant leur pays, le département du Simplon. Au lieu de Saint-Gingolph, Gletsch devient l'extrémité orientale d'une frontière courant de l'ouest à l'est, dont Genève constitue la borne occidentale, puissamment fortifiée. Du col de la Furka, la frontière de l'Empire descend vers le sud, laissant à l'est l'Ossola, pour rejoindre, au pied du mont Rose, la Sesia et suivre cette rivière jusqu'au Pô, avant de se poursuivre à travers l'Italie jusqu'au royaume de Naples. L'Ossola appartient au royaume d'Italie dont la capitale est Milan, et le vice-roi, Eugène de Beauharnais. Au sud du département du Simplon, celui de la Doire appartient lui aussi à l'Empire : de Sion à Turin, en passant par le col du Grand Saint-Bernard, on ne quitte pas le territoire français.

Le département du Simplon compte trois arrondissements. Celui de Sion, qui est le chef-lieu, ignorant l'histoire, ne veut connaître que la géographie : il recrée un Valais central, écartelé jadis par les luttes médiévales qui ont opposé le Valais épiscopal à la maison de Savoie ; il comprend les « cantons » de Loèche, de Sierre, d'Hérémente (ou Hérens) et de Sion, celui-ci augmenté des communes de Nendaz et de Conthey (avec Vétroz). L'arrondissement oriental, dont Brigue est la sous-préfecture, compte cinq cantons : Mörel et Rarogne en font deux, ce qui exprime la même volonté de ne connaître que la géographie ; les trois autres sont Conches, Brigue et Viège. L'arrondissement occidental, enfin, dont la sous-préfecture est Saint-Maurice, comprend les cantons d'Entremont, de Martigny, de Saint-Maurice et de Monthey.

A Pâques 1813, le 18 avril, un nouveau préfet, le comte de Rambuteau, est placé à la tête de ce département, si important en raison de sa route conduisant au royaume d'Italie par le col du Simplon. Mais, six mois plus tard, la sixième coalition triomphe à Leipzig. Les Alliés avancent en direction du Rhin. Le 21 décembre, l'armée autrichienne pénètre sur le sol suisse par Schaffhouse, Rheinfelden et Bâle.

La petite troupe française cantonnée à Sion évacue la ville le 25 décembre 1813. Elle rejoint le lendemain à Trient le préfet Rambuteau. Le dimanche 26, la frontière savoyarde est franchie par les fonctionnaires et les militaires

« étrangers au département » du Simplon. Celui-ci est confié aux soins d'un conseil de préfecture composé de trois Valaisans : Casimir Lang, Louis Pittier et Isaac de Rivaz. Mais, dès le 28 décembre, arrive à Saint-Maurice le colonel autrichien Simbschen, avec un détachement qui prend possession du pays évacué, et établira ses quartiers, à la mi-janvier 1814, à Saint-Maurice. Le Valais entre dans l'une des périodes les plus troublées de son histoire, période dite de « Transition », période décisive aussi, qui va faire d'un département français un canton suisse.

Le soir du 29 décembre, une députation du Haut-Valais, conduite par le baron Gaspard-Eugène Stockalper, se présente à Sion au colonel Simbschen, qu'elle salue comme un libérateur. Les jours du conseil de préfecture sont comptés ; mais le Valais ne signera l'acte officiel de sa réunion à la Suisse que le 4 août 1815. Comment s'explique une « transition » d'une durée aussi insolite ?

Pour comprendre la suite fort complexe des événements, il ne sera sans doute pas inutile d'y distinguer successivement quatre périodes principales.

La première embrasse la fin de l'Empire napoléonien et le premier mois de la Restauration. Elle dure au total cinq mois, et se termine le 24 mai 1814. Le département du Simplon continue à être représenté à Paris par Charles-Emmanuel de Rivaz, député au Corps législatif, celui de la Doire est toujours français, et le royaume d'Italie subsiste. Du 28 décembre 1813 au 4 janvier 1814, les Autrichiens prennent possession du pays et mettent fin aux pouvoirs du conseil de préfecture. Du 5 au 24 janvier 1814, le Valais est gouverné par une « Direction centrale » créée par Simbschen. Du 25 janvier au 22 avril, le baron Stockalper est à la tête du gouvernement provisoire valaisan. Le 25 janvier, Napoléon commence sa fameuse campagne de France. Le 20 avril, ce sont les adieux de Fontainebleau. Le 22, les forces françaises du département de la Doire envoient un officier au Grand Saint-Bernard, pour présenter aux Autrichiens une demande d'armistice.

Du 22 avril au 22 mai, Stockalper continue à assumer ses fonctions de président du gouvernement provisoire. Les Autrichiens quittent le Valais et retirent progressivement leurs troupes de France, dont une partie est rapatriée en Italie par le col du Simplon. Leur passage en Valais est remarqué. Le 23 mai, Stockalper part en députation pour Paris. Il ne reprendra plus les rênes du gouvernement provisoire. Avec lui se tourne définitivement une page importante de l'histoire valaisanne : celle de la politique de l'indépendance à l'égard de la Suisse, considérée seulement comme une alliée. Les Français étaient partis ; les Suisses, ignorés et les Autrichiens, dont la présence militaire ne représentait qu'un pouvoir de fait nécessairement transitoire, apparaissaient comme les garants éventuels de l'indépendance retrouvée. Tel fut le rêve de Stockalper, mais ce n'était qu'un rêve.

Parmi les puissances qui avaient vaincu Napoléon, la Russie et l'Angleterre n'avaient pas la moindre intention de laisser l'Autriche réorganiser les cantons suisses à sa guise, et pas davantage le Valais, où Napoléon avait créé une route militaire d'une importance capitale pour l'Occident. Les trois grandes puissances unirent donc leurs efforts diplomatiques pour que le Valais devînt suisse.

Le 24 mai 1814, commence la deuxième période de la « Transition » du Valais. Cette période, fort troublée, durera dix mois, jusqu'au 24 mars 1815. Elle correspond essentiellement à la première Restauration. Dans la nuit du 24 au 25 mai 1814, le gouvernement provisoire reçoit des ministres plénipotentiaires des puissances alliées à Zurich l'invitation impérative de demander la réunion du Valais à la Suisse. Mais à quelle Suisse ? Les cantons confédérés se divisent en trois groupes bien distincts : les petites démocraties alpestres, les aristocraties urbaines et les cantons libéraux issus de l'Acte de Médiation napoléonien, ou qui l'ont accepté et aspirent à le maintenir sous une forme nouvelle. Durant cette période, le gouvernement valaisan se range avec un entêtement farouche aux côtés des cantons aristocratiques, de Berne surtout ; pour leur part, ces cantons seraient heureux de voir un tel Valais grossir leurs rangs à la Diète fédérale. Mais les ministres alliés agissent collectivement comme un despote éclairé, c'est-à-dire en sens contraire des vœux du gouvernement valaisan. Aussi est-ce vers eux qu'ira la sympathie du Bas-Valais, sur eux qu'il s'appuiera pour échapper à l'ancienne sujétion que le Haut-Valais voudrait rétablir. En somme, il y a désormais deux Valais qui, l'un et l'autre, acceptent la Suisse, mais pas la même Suisse. Les luttes politiques prennent un tel caractère d'âpreté que l'on est parfois au bord de la guerre civile.

Le 30 mai, le traité de Paris détache le Valais de la France, ce qui met fin aux fonctions de Ch.-Emm. de Rivaz au Corps législatif. Du 30 mai au 12 décembre, le gouvernement provisoire est dirigé par François Taffiner. Ici se situe l'activité d'une commission chargée d'élaborer une constitution, et une intervention importante des ministres plénipotentiaires des puissances alliées à Zurich. Cette intervention, concrétisée par leur « pronunciatum » du 23 octobre, aboutit à la constitution valaisanne du 5 décembre, suivie, le 11 décembre, de la première séparation du Bas-Valais. A partir du 12 décembre 1814, le gouvernement valaisan a pour chef Léopold de Sépibus. Une seconde intervention des puissances alliées, en date du 20 janvier 1815, provoque la réunion d'une diète constituante, dont l'échec amène la seconde séparation du Bas-Valais, en date du 26 février.

La troisième période de la « Transition » couvre presque les Cent-Jours, du 24 mars, date où l'on apprend en Valais la rentrée de Napoléon à Paris, au 18 juin, date de Waterloo. Le Valais est toujours gouverné par Léopold de Sépibus. Mais la sécession bas-valaisanne prend fin : le 24 mars, Haut-Valais et Bas-Valais se trouvent réunis dans une commission centrale de caractère militaire ; une nouvelle diète donne enfin au Valais une constitution conforme aux vues des puissances alliées. Durant cette période, la crainte inspirée par le retour de Napoléon a amené, d'une part, le Bas-Valais à renoncer à ses tentatives de sécession, et, d'autre part, le Haut-Valais à faire cesser son obstruction à l'entrée du canton dans une Suisse dont la structure politique ne répond pas à ses vœux.

La quatrième période de la « Transition » commence au lendemain de Waterloo et s'achève le 1^{er} septembre 1815. Le 19 juin, pour la première fois, un député valaisan prend place à la Diète fédérale à Zurich. Le Valais y sera constamment représenté jusqu'au 31 août, date de la dissolution de cette

« longue diète ». Il jouit, dans la paix intérieure, d'un gouvernement constitutionnel. Il est suisse. Et cela l'entraîne, malheureusement, dans la guerre extérieure que les Alliés font à la France et dont il va beaucoup souffrir.

Mais il est temps d'évoquer sommairement les événements qui se sont passés en Valais durant ces quatre périodes.

Première période

Du 25 décembre 1813 au 24 mai 1814

Dès le 1^{er} janvier 1814, une députation conduite par Stockalper, mais représentant le Valais tout entier, part pour le quartier général des puissances coalisées contre Napoléon. Elle en obtient de Metternich, le 14 janvier, l'assurance écrite que le Valais ne sera pas laissé à la France par le traité qui interviendra à la cessation des hostilités. De plus, en vertu d'une décision du colonel Simbschen, en date du 31 décembre 1813, le Valais va être gouverné par une « Direction centrale » de treize membres, présidée par Stockalper. Ce gouvernement commence à fonctionner le 5 janvier 1814 ; mais, dès le 25 du même mois, le colonel Simbschen le réduit à cinq membres (Stockalper, Taffiner, de Werra, de Lavallaz, Delasoie) et deux suppléants (Isaac de Rivaz et Maurice de Courten), à la demande de Stockalper qui continue à en assumer la présidence.

La tâche essentielle de ce gouvernement sera d'assurer, en collaboration avec l'autorité militaire autrichienne, la défense des frontières. Un bataillon de 400 chasseurs valaisans est constitué et mis à la disposition de Simbschen. De Domodossola, le 28 février 1814, survient une troupe dont la mission est la reconquête du département du Simplon, qui n'a pas été oublié par les Français. Victorieuse le 1^{er} mars, elle est arrêtée à Bérisal le lendemain, beaucoup moins par les forces autrichiennes, dont l'essentiel est demeuré stationné à Saint-Maurice, que par les Haut-Valaisans eux-mêmes, parmi lesquels se distingue Gaspard-Emmanuel Stockalper, fils aîné de Gaspard-Eugène.

Le colonel Simbschen juge le moment venu d'utiliser le courage des Valaisans à des opérations offensives, dont il rêve depuis longtemps. Sous la conduite du capitaine autrichien Luxem, les chasseurs valaisans sont lancés au-delà de Gondo et occupent Domodossola du 9 au 25 mars. C'est, selon Simbschen, la meilleure manière de défendre les frontières du Valais, et il veut pousser plus loin encore. Tel n'est pas l'avis des Valaisans eux-mêmes, qui ne désirent que s'accrocher à leur sol. D'abord, c'est le refus d'aller au-delà de Domodossola, et finalement la désertion pure et simple. Dans toutes ses discussions avec Simbschen à ce sujet, le gouvernement provisoire soutient avec persévérance que la troupe valaisanne ne saurait avoir d'autre mission que la défense de l'intégrité du territoire.

Le colonel Simbschen adresse le 11 mai au gouvernement une lettre d'adieu, et quitte le pays par le Simplon avec le gros de sa troupe, ne laissant en Valais qu'un petit détachement, sous le commandement du major Vukassovich. Le baron Ferdinand de Werra, envoyé à Genève par le gouvernement valaisan, prend contact, le 19 mai, avec le comte Ugarte, gouverneur général autrichien de cette ville. Celui-ci estime qu'il est nécessaire d'envoyer sans délai une députation à Paris auprès des puissances alliées, pour connaître d'elles le sort réservé au Valais. En compagnie du baron de Werra et d'Etienne Delasoie, le baron Stockalper part donc le 23 mai pour demander le maintien de l'indépendance et un statut politique définitif, pour l'organisation duquel Metternich a promis l'envoi d'un commissaire. Cette députation ne parvient à Paris que le 1^{er} juin. Le traité qui détache le Valais de la France y a été signé le 30 mai. Les députés valaisans n'obtiennent d'autre audience que celle du comte de Stadion, un diplomate autrichien qui n'a rien à leur dire. De plus, ils apprennent à Paris, par une lettre du gouvernement valaisan datée du 28 mai, que le baron de Schraut, ministre plénipotentiaire d'Autriche en Suisse, « invite » le Valais à demander sa réunion à la Suisse. Et cela depuis le 2 mai !... La lettre de Schraut, adressée à Simbschen, avait été emportée par mégarde en Italie par le colonel. La mission de Stockalper étant devenue sans objet, le gouvernement valaisan le prie de bien vouloir s'occuper de l'approvisionnement du Valais en sel, commission dont il s'acquitte auprès du prince de Talleyrand, et dont il rendra compte, le 18 juin, au nouveau gouvernement du Valais.

En effet, ni le baron Stockalper ni le baron de Werra, après l'échec de leur députation à Paris, ne veulent continuer à siéger au gouvernement pour y faire une politique qui n'est pas la leur et tenir le Valais sur les fonts baptismaux de la Confédération.

Deuxième période

Du 24 mai 1814 au 24 mars 1815

Dès le 30 mai, le vice-président François Taffiner assume les fonctions de président du gouvernement provisoire et les deux membres suppléants viennent y remplacer Stockalper et de Werra. Les 30 et 31 mai, et le 1^{er} juin, une diète extraordinaire se réunit à Sion, et nomme une députation à Zurich, composée de Léopold de Sépibus, Eugène-Libérat de Courten et Pierre-Marie de Lavallaz, qui portera à la Diète suisse le vœu du Valais d'être réuni à la Confédération. Cette députation arrive à Zurich le 12 juin, se présente le lendemain à Reinhard, président de la Diète, et, le surlendemain, à Schraut, ministre d'Autriche. C'est le premier pas du Valais sur une route longue et semée de mille difficultés.

Il faut, en effet, pour que la constitution du Valais soit acceptée par les puissances alliées, qu'elle soit conforme aux principes du pacte fédéral auquel elles donnent leur garantie. Or il n'est nullement question, pas plus pour l'Autriche que pour la Russie ou l'Angleterre, de ressusciter les inégalités politiques antérieures à 1798. Bien loin de chercher à rétablir en Suisse des pays sujets, ce qui susciterait les plus dangereuses révoltes et compromettrait l'avenir de l'Etat, elles veulent, au contraire, maintenir l'essentiel de l'œuvre de Napoléon, en ajoutant simplement à la confédération des XIX cantons trois nouveaux Etats dont les citoyens jouiront de cette égalité politique que l'Acte de Médiation a consacrée. Aussi les Bas-Valaisans entrent-ils immédiatement dans les vues des ministres des puissances alliées, qui deviennent ainsi médiateurs entre le Haut-Valais et le Bas-Valais.

Une commission chargée de rédiger un projet de constitution se réunit à Sion du 11 juillet au 3 août. Elle compte, outre l'évêque, treize membres dont chacun représente un « dizain », ou, plus exactement, un canton de l'ancien département du Simplon. Elle est présidée par Léopold de Sépibus, tandis que le principal leader des Bas-Valaisans y est Charles-Emmanuel de Rivaz, revenu de Paris.

Les ministres plénipotentiaires des puissances alliées, Schraut pour l'Autriche, Stratford Canning pour l'Angleterre et Capo d'Istria pour la Russie, ne cessent dès lors de presser le gouvernement valaisan de tout mettre en œuvre pour que le Valais ait au plus tôt une organisation politique stable. Le 1^{er} septembre, Canning passe à Sion et s'y entretient avec le gouvernement. Taffiner lui présente le projet de constitution élaboré, que Canning juge notoirement déficient. La commission constituante se réunit à nouveau le 11 septembre. Pas plus que la première, cette seconde session ne peut venir à bout de l'opposition entre le Haut-Valais et le Bas-Valais. Les choses en sont là quand, le 15 septembre, le gouvernement reçoit des ministres des puissances alliées une lettre, datée du 12, qui fait l'effet d'un coup de foudre. Les ministres y offrent leurs bons offices pour que soit trouvé un terrain d'entente entre le Haut-Valais et le Bas-Valais. Dès le lendemain, 16 septembre, la commission constituante se sépare et une première députation valaisanne se rend à Zurich par la Gemmi, pour y défendre le point de vue du Haut-Valais et de l'évêque. Elle est composée de Léopold de Sépibus, du comte Eugène de Courten et d'Alphonse Kuntschen. Arrivés à Zurich le lundi 19, ils y sont rejoints le 21 par Michel Dufour et Philippe Morand, venus pour y défendre les intérêts du Bas-Valais. La députation bas-valaisanne est complétée les 7 et 10 octobre par l'arrivée successive de Louis Pittier et de Ch.-Emm. de Rivaz. Le 7 octobre, une troisième députation, composée de trois Messieurs de Sion (Libérat de Courten, Augustin de Riedmatten, Louis de Kalbermatten), arrive à son tour à Zurich, pour y défendre les droits de la bourgeoisie de la capitale. Elle est bientôt suivie d'une quatrième, celle de leurs adversaires Jean-Joseph Duc, de Conthey, et Jean Sierro, d'Hérémenche, qui viennent plaider la cause des communes rurales du dizain de Sion et le maintien du dizain d'Hérémenche. Au total, les quatre députations valaisannes comptent douze députés. « C'est un vrai parlement », écrit l'un d'eux.

Parmi les ministres des puissances alliées, Canning est le seul à suivre toutes les négociations pendant les cinq semaines qu'elles durent. Capo d'Istria,

appelé au congrès de Vienne, prend congé des députés valaisans le 26 septembre, laissant, pour le remplacer, le baron de Krüdener. Schraut a quitté Zurich pour Berne, où il est arrivé le 18 septembre. L'impératrice Marie-Louise s'y trouvait, de retour d'un voyage dans l'Oberland bernois et à Loèche. Schraut a « le bonheur de se mettre à ses pieds ». Il reçoit à Berne la députation sédunoise, puis Ch.-Emm. de Rivaz, et quitte cette ville pour Zurich le 10 octobre.

Du côté suisse, le départ de Reinhard, président de la Diète, pour le congrès de Vienne, amène aussi son remplacement par Hans-Konrad Escher, dès le 23 septembre. Le 12 septembre déjà, la Diète fédérale a accepté la réunion à la Suisse du Valais. Trois des députés valaisans à Zurich, de Sépius, de Courten et de Rivaz ont reçu le mandat de signer l'acte de réunion et de prêter le serment à la Confédération. Malheureusement le pacte fédéral est renvoyé à des jours meilleurs, la Suisse elle-même étant agitée par toutes sortes de divisions et même de désordres. Les Valaisans ne peuvent donc remplir cette mission.

Ils s'en donnent une autre, celle de prendre contact, en vue d'une capitulation militaire, avec le comte de Talleyrand, ambassadeur de France, et avec le baron Mallet, chargé de mission en Suisse.

Pendant qu'à Zurich les députés valaisans se heurtent dans leur imbroglio diplomatique, on ne cesse en Valais de tenir des « diétines » séparées, où chaque région donne à ses députés directives et pleins pouvoirs pour traiter avec les ministres. Ceux-ci voient s'accumuler sur leurs bureaux des mémoires contradictoires, dont ils ont pour tâche de résoudre les antinomies. La question qui oppose le plus le Haut-Valais et le Bas-Valais est celle de la division territoriale. Les Haut-Valaisans cherchent à assurer leur prépondérance à la Diète en y maintenant le vote par dizain et en ramenant à dix le nombre des dizains. Devront disparaître celui de Mörel (réuni à Rarogne), celui d'Héremence, créé en 1798, et celui de Martigny. Ainsi le Bas-Valais n'aura plus que trois dizains, correspondant aux trois « bannières », c'est-à-dire aux trois régions militaires du Bas-Valais avant la révolution. De plus, les villes de Sierre et de Sion retrouveront leurs privilèges, qui ont permis jadis à leurs bourgeoisies de disposer pratiquement de tout le pouvoir politique dans chacun des deux dizains du Centre. Le mode d'élection de l'évêque, qui vote à la Diète et dont la voix compte comme celle d'un dizain, y assure au Haut-Valais une voix supplémentaire.

Un tel projet ne saurait être accepté par les communes rurales du Centre. Celles du dizain de Sion ne peuvent pas plus y souscrire que le dizain d'Héremence ne peut consentir à sa propre disparition. Quant au Bas-Valais, il souhaite le retour aux XII Dizains de 1802, ce qui implique la suppression de celui de Mörel. Mais le nombre des dizains est pour lui affaire secondaire. Ce qu'il veut avant tout, c'est que la représentation à la Diète soit proportionnelle à la population de chaque dizain, et qu'on y vote, non par dizain, mais par tête, comme cela a été le cas de 1802 à 1810.

Les ministres des puissances alliées n'acceptent ni le projet haut-valaisan, trop dangereux pour la paix civile, ni le projet bas-valaisan, trop démocratique. Avec beaucoup d'habileté, les députés du Bas-Valais à Zurich présentent alors un mémoire qui demande que, pour le cas où l'on votera à la Diète par dizain, le Valais soit divisé en quinze dizains (dont six pour le Bas-Valais

et quatre pour le Valais central), afin de tenir compte de la population respective des diverses régions.

Entre les dix dizains du projet haut-valaisan et les quinze du mémoire bas-valaisan, les ministres adoptent une solution de compromis : treize dizains, dont cinq pour le Bas-Valais, donc un de plus, et cinq pour le Haut-Valais, celui de Mörel étant supprimé. Les trois dizains du Centre sont maintenus. Par leur « pronunciatum » du 23 octobre 1814, ils imposent cette solution qui, si elle ne constitue pas une grande victoire pour le Bas-Valais, est une nette défaite pour le Haut-Valais.

Schraut complète le « pronunciatum » par une note, d'ailleurs imprécise, du 29 octobre, adressée à Libérat de Courten, grand châtelain du dizain de Sion. Finalement, le dizain de Sierre garde ses anciennes limites. Celui de Sion perd cinq communes rurales. Trois d'entre elles, Ayent, Arbaz et Savièse, sont incorporées au dizain d'Hérémence ; les deux autres, Nendaz et Conthey, sont jointes à Chamoson et à Ardon pour constituer le dizain de Conthey. Cette décision est consacrée par une « diétine » du Bas-Valais, tenue à Martigny, le 10 novembre. Grâce à l'Autriche, à l'Angleterre et à la Russie, le drapeau valaisan aura treize étoiles.

La députation du Haut-Valais rentre au pays peu disposée à rendre compte publiquement de sa mission. Son silence pèse. Aussi François Zen Ruffinen, gendre du baron Stockalper et grand châtelain du dizain de Loèche, prend-il l'initiative, d'ailleurs illégale, de convoquer une « diétine » du Haut-Valais à Tourtemagne. Le 10 novembre, Léopold de Sépibus s'y présente et rend compte de l'échec total (et commun, selon lui, au Haut-Valais et au Bas-Valais) des entretiens de Zurich. En conséquence, il est décidé de dépêcher des émissaires à toutes les communes du Valais absentes de cette diétine, et notamment à celles du Bas-Valais, pour les inviter à envoyer à Sion deux députés par commune à une assemblée constituante. Cette assemblée, sans précédent dans l'histoire du Valais, sera, faute de mieux, appelée tantôt *Lands-gemeinde*, tantôt *Conventus*.

Le *Conventus* constituant s'ouvre à Sion le 16 novembre 1814. Il réunit quelque trois cents députés, qui ne se séparent qu'au soir du 3 décembre, laissant à une diète prise dans son sein et composée de quatre députés par dizain le soin de signer la constitution qu'il a élaborée, ce qui est fait le 5 décembre. Dans son ensemble, la constitution s'inspire du « pronunciatum » de Zurich. La division territoriale en treize dizains est acceptée le 21 novembre ; mais les discussions, toujours laborieuses, dégénèrent en bagarre le 27, ce qui provoque une note indignée de Schraut au gouvernement du Valais, en date du 7 décembre. Par contre, la collaboration des Haut-Valaisans et des Bas-Valaisans dans une commission chargée de s'occuper de la capitulation militaire avec la France ne soulève aucune difficulté. Le baron Mallet arrive à Sion le 4 janvier et s'entretient avec Léopold de Sépibus le 9. Des diétines tenues dans les trois régions du canton nomment le capitaine Perrig, de Brigue, le capitaine de Courten, de Sion, et le docteur Gay, de Martigny, pour aller signer conjointement la capitulation à Berne, le 3 février 1815.

Le *Conventus* constituant va commettre, avant de se séparer, une faute lourde de conséquences. Comme le gouvernement Taffiner a donné sa démis-

abgeschlossen und unterzeichnet,
in dem Jüngst folgenden:

Art. 1.

Die Republik Nidwald wird als
Canton in die Eidgenossenschaft aufgenommen, die nicht
ohne Vertrag mit dem Canton Uri und
am 20. Juni des Jahres 1798.

Art. 2.

Der Canton Nidwald tritt allen
Bestimmungen des Bundes, Vertrags
und des Eidgenossen gleich
und ist dem Canton Uri gleich,
gleichsam gleich.

Art. 3.

Der Canton Nidwald zahlt für seine
Armee, in dem für alle
übrigen Cantone angenommenen
Betrage von je zwei Mann auf
hundert Mann der ganzen
Bevölkerung, nach demselben Massstab
und wie mit je zwei Mann auf
hundert Mann gleich und
je zwei Mann beitragen soll.

Art. 4.

In Einklang mit den Bestimmungen
des Bundes und des Eidgenossen
Nidwald wird der eidgenössische
Landfriede im Jahr 1798 und seitdem
bestanden, und wird der
Eidgenosse eidgenössisch aufgenommen,

zu lesen

der Eidgenosse ist la Suisse.

Art. 1.

La République du Valais
est reçue dans la Confédération
Suisse en qualité de Canton. Elle
prend rang après le Canton de Vaud
et est le vingtième des Etats de la Suisse.

Art. 2.

Le Canton de Valais accède
à toutes les dispositions du pacte
fédéral qu'il sera appelé à
jurar à l'instar des autres Etats
de la Suisse.

Art. 3.

Il fournit à l'armée fédérale
son contingent dans la proportion
adoptée pour tous les Cantons
à raison de deux hommes sur cent
ames de population, ce qui
fait, sur sixante quatre mille
ames un contingent de mille deux
cent quatre vingt hommes.

Art. 4.

La Confédération Suisse
ayant égard à la situation
économique peu aisée du Peuple
du Valais et aux maux qui ont
pesé sur lui en 1798 et dès lors,
consent à régler son contingent

en

deser, sein Goldstempelgeld auf einem
 Mittel, das gewisse der cantonen
 außer nur gewigten Plätze bezeugt
 und auf neuen künftigen künftigen
 Abwechseln formen bezeugt werden.
 Durch diese Bestimmung, wird durch
 jenes ein vorzuzugewandten bezeugt,
 soll und soll durch den 3. Artikel
 der Bundes. Bestimmung vorzuzugewandten
 Revision der Bestimmung an
 demnach und Gold nicht vorzuzugewandten
 greiffen sein.

Art. 5

Durch die Ratification
 des vorgewandten künftigen, soll
 die Bestimmung vollständig und
 definitiv und abwechseln werden
 abwechseln sein sein.

Dieses geschah und unterzeichnet
 in Zürich den 14. Augustmonat
 im Jahr für künftigen künftigen
 und künftigen. 1815.

en argent à un taux moyen
 entre ceux des cantons de la premi-
 ère et de la seconde classe, et à le
 fixer à neuf mille six cent
 francs de Suisse. Par cette
 disposition et par celle
 de l'article précédent il
 n'est toutefois pas préjugé à
 la révision des contingens
 réservée par l'article 3 du
 pacte fédéral.

Art. 5

Par la ratification du
 présent traité, la réunion sera
 achevée et définitivement
 arrêtée à perpétuité.

Ainsi fait et signé à
 Zurich le 14. Aoust de l'an
 mille huit cent et quinze
 1815.



Niklaus Friedhof von Melina
 Pfarrer der Stadt und
 Republik Bern.



Chef des Cantons
 de la Suisse
 de la Suisse



Manon von Rüttimann
 Pfarrer der Stadt und Republik
 Luzern.



Michel Dufour
 Secrétaire du Valais

sion, Léopold de Sépibus, président du *Conventus*, fait procéder par celui-ci, le 3 décembre en séance de relevée, à l'élection d'un nouveau gouvernement. Le matin, il avait proposé cette élection au *Conventus*. Mais les Bas-Valaisais avaient observé que c'était mettre la constitution en activité avant qu'elle n'eût été sanctionnée par les conseils des dizains, soumise aux ministres des puissances alliées et approuvée par la Diète helvétique, toutes conditions qu'ils estimaient nécessaires. Aussi ont-ils refusé de participer à la séance de relevée, où une seconde irrégularité sera commise. En effet, le gouvernement n'y est pas élu par une diète régulière composée des députés des treize dizains, comme le prévoyait la constitution elle-même, mais, pour employer l'expression d'un mémorialiste du temps, par « la cohue des députés paysans » des huit dizains au-dessus de la Morge, par l'évêque et par le chapitre. Léopold de Sépibus est élu grand bailli ; Charles-Emmanuel de Rivaz, vice-bailli, et Libérat de Courten, trésorier d'Etat.

Ch.-Emm. de Rivaz décline l'honneur qui lui est fait et refuse de prendre sa place au gouvernement, qui entre en fonctions le 12 décembre. Ne se laissant arrêter par aucune difficulté, de Sépibus y appelle Isaac de Rivaz, cousin de Charles-Emmanuel.

Après la dissolution du *Conventus* constituant, ce sont partout des « diétines » qui prennent position à l'égard du gouvernement de Sépibus. La plus importante est celle de Martigny. En effet, le dimanche 11 décembre 1814, le Bas-Valais s'y proclame indépendant et constitue un gouvernement séparé de celui de Sion. Comptant un membre par dizain (Dufour, Ch.-Emm. de Rivaz, Morand, Pittier et Jean-Joseph Duc), il prend le titre de commission du Bas-Valais. Mais Ch.-Emm. de Rivaz, absent de Martigny lors de la proclamation de l'indépendance bas-valaisanne, la désapprouve, refuse de s'associer à la commission et entraîne avec lui presque toutes les communes du dizain de Saint-Maurice.

Le Valais est dans une situation politique inextricable. La commission du Bas-Valais décide d'envoyer deux députés, Dufour et Duc, auprès des ministres des puissances alliées pour plaider la cause de la séparation. Une « diétine » des huit dizains supérieurs, qui se tient à Sion du 19 au 22 décembre, fermement résolue à s'y opposer, envoie à son tour à Zurich deux députés : François Indermatten et Xavier Julier.

Les deux députations valaisannes sont fraîchement accueillies. Celle du Haut-Valais, qui a demandé audience à Schraut le 30 décembre, n'est reçue que le 7 janvier 1815. Les trois ministres et de Wyss, président de la Diète depuis le 21 décembre, n'admettent ni les procédés de Léopold de Sépibus ni la séparation du Bas-Valais. Les deux députations sont renvoyées dos à dos. Et, le 20 janvier, les ministres promulguent un véritable acte de médiation sous forme de trois notes, auxquelles de Wyss s'associe par une quatrième. L'une de ces notes n'est rien moins qu'un projet de constitution.

Une diète constituante, régulièrement formée, cette fois, des députés des XIII Dizains, se tient à Sion du 13 au 23 février. A part quelques amendements de détail, le projet des ministres est adopté par les cinq dizains du Bas-Valais, les trois du Centre et par l'évêque. Quoique mis en minorité, les cinq dizains du Haut-Valais font une telle obstruction que l'on se sépare dans la plus grande hostilité et sans constitution.

Le Bas-Valais reprend aussitôt sa politique séparatiste. Le dimanche 26 février 1815, sa commission gouvernementale se réunit à Saint-Maurice, sous la présidence de Ch.-Emm. de Rivaz, qui s'est résolu à s'y associer. Le même jour, Napoléon quitte l'île d'Elbe.

Les rumeurs les plus fantaisistes commencent à pénétrer en Valais ; mais, le 10 mars, le gouvernement reçoit de Genève la nouvelle certaine du débarquement de l'empereur et du ralliement à sa cause de la garnison de Grenoble. De Sépibus songe alors à créer, sous le nom de commission centrale, un organisme gouvernemental qui réunirait les deux parties du canton beaucoup plus facilement qu'une diète, sans supprimer cependant les gouvernements séparés du Haut-Valais et du Bas-Valais. Les Bas-Valaisans refusent d'entrer dans ses vues.

Le 11 mars, tout en l'informant des premières mesures militaires envisagées par la Diète fédérale, de Wyss demande à de Sépibus de lui faire connaître celles que le Valais prendra pour défendre éventuellement ses frontières. C'est le 24 mars seulement que de Sépibus accuse à de Wyss réception de sa lettre du 11 : celle-ci ne lui est parvenue que le 21. De leur côté, les ministres des puissances alliées ont écrit au gouvernement valaisan, le 10 mars, une note qu'ils ne font pas partir avant le 24, et qui n'est reçue à Sion que le 30. Dans cette période cruciale, le Valais se sent abandonné d'eux comme de la Diète fédérale.

Le Valais semblait alors agité par les partisans de Napoléon. Pourtant, dès qu'elle a connaissance, le 21 mars, de la lettre de la Diète fédérale datée du 11, la commission du Bas-Valais décide d'envoyer à Sion cinq membres (un par dizain) à la « Haute Commission centrale » créée par de Sépibus. Ce geste va mettre fin à quinze mois d'immobilisme et de dissensions.

Troisième période

Du 24 mars au 18 juin 1815

Pour sonder les intentions des puissances et de la Suisse à l'égard du Valais, la commission du Bas-Valais a député à Zurich Philippe Morand, qui apprend à son passage à Lausanne, le 24 mars, l'entrée de Napoléon à Paris. Le même jour, cette nouvelle est connue à Sion. Le même jour encore, la commission centrale qui devient dès lors une commission militaire, ouvre ses travaux à Sion, réunissant Haut-Valaisans et Bas-Valaisans. Sa tâche essentielle consiste à mettre sur pied le contingent cantonal fixé par la Confédération. La chose ne va pas sans mal : on voit même un officier supérieur refuser de servir dans l'armée fédérale en raison (ou sous prétexte) de l'anarchie qui règne en Valais. Pour mettre fin à celle-ci, une nouvelle diète constituante s'ouvre le 2 mai. Le 9, elle nomme un gouvernement régulier dont de Sépibus

est le grand bailli, Ch.-Emm. de Rivaz, le vice-bailli, et Libérat de Courten, le trésorier d'Etat. Ils avaient déjà été désignés à ces fonctions par le *Conventus* du 3 décembre 1814. C'est l'élection des deux autres conseillers d'Etat qui donne lieu à quelques surprises. Gaspard-Eugène Stockalper, pressenti par certains pour le « baillivat », déclare qu'il ne veut pas « contester cette place à son cher cousin, M. de Sépibus ». Sa générosité affectueuse a pour récompense que son fils Eugène entre au gouvernement. Le cinquième conseiller élu est Jean-Joseph Duc, leader politique de Conthey. Le jour même, le comte Eugène de Courten, qui commande le contingent valaisan levé par l'armée fédérale, rédige un pronunciamiento. Dès le 10 mai, les « officiers du premier bataillon », presque tous Haut-Valaisans, adressent à la Diète cette déclaration, selon laquelle ils ne pourront « jamais se soumettre directement ou indirectement » à l'autorité de J.-J. Duc, et donnent immédiatement leur démission *in corpore*, « si ce personnage persiste » à vouloir exercer ses fonctions de conseiller d'Etat. La Diète et Duc lui-même céderont devant la force armée. La Diète découvre le 19 mai que Duc est domicilié à Sion depuis longtemps et ne saurait donc représenter le Bas-Valais au gouvernement. Le même jour Duc donne sa démission ; il est remplacé par Gaspard Delasoie, de Sembrancher. Entre-temps, le 12 mai, la Diète a donné une constitution au Valais. Elle nomme aussi G.-E. Stockalper et Dufour pour représenter le canton à la Diète fédérale. On est enfin sorti du « provisoire ».

A peine la députation valaisanne est-elle arrivée à Zurich qu'elle y apprend une nouvelle aussi importante qu'imprévue : une armée autrichienne stationnée en Italie va traverser le Valais pour attaquer la France par la Savoie. Dufour est chargé par la Diète d'apporter cette information secrète au gouvernement provisoire. Il ne connaît pas les effectifs réels de cette armée : il a été question de 20 000 hommes. Mais le comte Eugène de Courten, chargé de la même mission par le général Bachmann, à la demande du général autrichien Steigentesch, est mieux renseigné : le 13 juin, il annonce au gouvernement valaisan 50 000 hommes. Le Valais, qui compte 60 000 habitants, dispose de cinq jours pour préparer les gîtes d'étapes !... Effectivement, le 18 juin, journée de Waterloo, l'avant-garde autrichienne arrive à Brigue à six heures du matin.

Quatrième période

Du 19 juin au 1er septembre 1815

En raison de l'absence de Dufour, Stockalper n'a pas pris place tout de suite à la Diète. Il ne le fait que le 19 juin.

A partir de ce jour, le Valais entre dans une série pénible d'événements militaires. L'armée de Frimont progresse à travers le canton. Elle est forte de 54 000 hommes, dont 10 000 cavaliers. Mais, le 21 juin, une poignée

de Français, avec deux canons, tente de l'arrêter au défilé de Meillerie, près de Saint-Gingolph. Bien que les Autrichiens aient finalement forcé le passage, le gros de l'armée reflue ou stationne en Valais. Frimont ne quitte Saint-Maurice que le 27 juin, quand son avant-garde atteint Genève. Après ce passage désastreusement prolongé, le Valais doit faire face à l'établissement d'une route militaire, qui achève de l'épuiser. La détresse est si grande que la compassion des Confédérés vaut aux Valaisans une collecte due à la charité privée. Mais le gouvernement presse autant qu'il peut les Autrichiens de consentir à un acompte en règlement des fournitures. Une somme de 4000 ducats est accordée, que Dufour apporte à Sion le 10 juillet ; il ne sera de retour à Zurich que le 26.

Napoléon a abdiqué pour la seconde fois le 22 juin ; les armées alliées entrent à Paris le 6 juillet et Louis XVIII, le surlendemain.

Pendant que la route militaire autrichienne continue à peser lourdement sur l'économie du canton jusqu'au 4 août, un bataillon valaisan qui a quitté le pays participe, du 7 au 20 juillet, à la campagne militaire suisse en Franche-Comté, où il occupe Ornans. Revenu au Locle, il est dirigé sur Huningue où Barbanègre n'a pas déposé les armes. Les Valaisans participent au siège de la place forte, qui ne capitule que le 26 août. Entre-temps, à la demande de la Confédération, un détachement valaisan a été envoyé dans le Nidwald pour y faire cesser la rébellion qui y règne.

« Arrivez donc, Messieurs les Valaisans ; vous vous êtes bien fait attendre. Il y a longtemps que ces fauteuils vous tendaient les bras ! » C'est en ces termes que Stockalper et Dufour ont été accueillis à la Diète fédérale au mois de juin. Neuchâtel et Genève, reçus dans la Confédération à titre de vingt-et-unième et vingt-deuxième cantons, avaient déjà signé leur accession définitive le 19 mai. Le Valais est reçu avec le rang de vingtième canton. Mais ce n'est que le 4 août 1815 que Stockalper et Dufour signent à Zurich l'acte de réunion du Valais à la Suisse, incarnant dans leur personne non seulement les deux régions du canton, mais encore les deux politiques adverses à l'égard de la Suisse, auxquelles l'acte de réunion semble mettre le point final. Trois jours plus tard, le 7 août, ils peuvent signer le pacte fédéral qui unit les XXII cantons.

Conclusion

Telle est, dans ses grandes lignes, l'histoire des événements dont les documents publiés dans ce volume portent témoignage. Ils fournissent aussi de précieux renseignements de tous ordres sur la civilisation et « la vie quotidienne » à cette époque. La prédominance de la langue française y apparaît non seulement dans les relations diplomatiques, mais encore dans l'usage qu'en fait toute la société cultivée, notamment celle du Haut-Valais. La vie intellectuelle des patriciens valaisans ressort de leurs lectures et du ton même de leurs

lettres. Certaines préoccupations se font jour : il faut qu'un jeune Bas-Valaisan apprenne l'allemand, que son père ignore, hélas ! On fait volontiers des pèlerinages, on voyage pour découvrir la Suisse, on se livre aux plaisirs de la chasse. Si un Isaac de Rivaz, qui est une exception, occupe ses loisirs à des recherches techniques, la plupart des « Messieurs » ont pour principal souci leurs vignes. Quand on voyage, on s'efforce de faire des emplettes. Nous apprenons quels sont les prix pratiqués dans les auberges et sur les marchés. Enfin, le problème de l'approvisionnement en sel apparaît dans toute son acuité, car le Valais n'en a pas et il lui en faut beaucoup : pour l'élevage du bétail, pour la conservation des viandes, pour la fabrication des fromages, pour les hommes.

La période de transition 1814-1815 paraîtra peut-être décevante à certains. Qu'ils n'oublient pas cependant qu'elle recèle comme un joyau le dernier exploit glorieux de l'histoire militaire suisse : le combat de Bérisal. La « Transition » est, certes, une période de pénible enfantement, mais, au demeurant, elle n'a pas donné lieu à des violences graves. On ne saurait en dire autant des années qui ont suivi la chute de l'ancien régime ni de celles qui précéderont la guerre du *Sonderbund*. Le sang coulera à nouveau en Valais en 1844, partiellement en raison de la situation créée par la constitution de 1815. Seule la constitution de 1848 mettra fin aux luttes armées entre Valaisans.

Ces montagnards ont montré en 1799 qu'ils sont aussi prompts à s'entraider qu'à s'entre-tuer. Et ils ont de la dignité. Un Simbschen peut bien, par une proclamation du 27 mars 1814, « inviter le gouvernement central à prendre les mesures les plus sévères pour la répression des entreprises qui tendraient à compromettre la tranquillité publique » et lui faire un devoir « d'arrêter les coupables et de les dénoncer ». Il peut bien annoncer que tout « perturbateur » sera considéré « comme un partisan français » et « puni de mort » : pas un Valaisan ne dénoncera à l'Autrichien un autre Valaisan.

Le 12 août 1815, la Diète fédérale adresse à tous les cantons suisses une circulaire leur demandant de prononcer « l'amnistie générale et de l'appliquer partout où, pendant les circonstances extraordinaires de la présente année et de la précédente, il y a eu lieu à des jugements sur des crimes politiques, et que... au moins toutes les peines corporelles et diffamantes prononcées soient de suite rapportées et déclarées comme nulles ». Dans son rapport à la Diète de novembre-décembre 1815, le gouvernement du Valais déclarera : « Le Conseil d'Etat n'a pas cru nécessaire de faire quelque démarche à ce sujet. N'y ayant eu dans ce canton aucune poursuite judiciaire pour causes politiques, une délibération à cet égard devenait inutile, et en conséquence le gouvernement n'a donné aucune suite à cette circulaire. »

Dans les pays en proie aux luttes politiques les plus vives et où, de surcroît, l'un des partis en lutte a pu s'appuyer sur une force militaire étrangère, les autorités n'ont pas toujours l'honneur de faire, en toute simplicité, de telles déclarations.

E. B.